

Contre l'avis populaire, l'Irlande soutien l'appel d'Apple

Le groupe Apple, qui a présenté mercredi 7 septembre 2016 son dernier smartphone de la gamme iPhone, a été condamné à rembourser 13 milliards d'euros à l'Etat irlandais pour des aides d'Etat illégales que la firme aurait reçues. Apple a, en Irlande, son siège social européen et s'y est installée pour bénéficier de la fiscalité avantageuse en vigueur et donc payer moins d'impôts. Mais l'Etat irlandais aurait fait chuter encore plus cette fiscalité jusqu'à des niveaux ridicules.

Le bras de fer entre Dublin et Bruxelles est (presque) lancé

La condamnation au remboursement de la somme n'a pas manqué de faire réagir : des Etats-Unis à Tim Cook en passant par le gouvernement irlandais, tous ont critiqué la décision de Margrethe Vestager, Commissaire européenne à la Concurrence. Selon elle, Apple n'aurait, en 2014, que payé 0,005 % d'impôt sur les sociétés, une somme ridicule.

D'autant plus ridicule que l'Irlande a déjà le taux d'IS le plus bas d'Europe : 12,5 %. Ce seraient des aides d'Etat irlandaises qui ont permis de faire chuter ce taux. Des aides d'Etat que l'Irlande nie avoir données. Dès le départ, le pays avait annoncé son intention de faire appel et mercredi 7 septembre 2016 un pas de plus vers cette option a été franchi.

Le parlement irlandais a, à 93 voix pour et 36 voix contre, annoncé qu'il soutenait l'appel de la décision déjà annoncé par Apple. Pour autant, le pays ne se prononce pas sur son propre appel puisque l'avis n'est que consultatif.

Des milliards capables de couvrir les dépenses de Santé des irlandais pendant un an

L'opinion publique, ainsi que l'opposition, risquent de mal le prendre. L'argent que la Commission Européenne réclame à Apple et qui irait, en grande partie, dans les caisses de l'Etat irlandais, est gigantesque pour le petit pays du Nord.

13 milliards d'euros, ça représente en effet 5 % du PIB. C'est comme si Apple était, en France, condamné à rembourser 100 milliards d'euros et que François Hollande disait qu'il n'en voulait pas. 13 milliards d'euros, pourraient être redistribués à hauteur de 2 300 euros pour chaque Irlandais ou couvrir les dépenses de Santé du pays pendant une année.